

Genève, le 26 avril 2019

## **Communiqué de presse**

Ainsi donc, alors que les négociations sur notre nouvelle CCT devaient commencer sereinement, le syndicat UNIA vocifère, gesticule et menace. Nous constatons et déplorons cet état de fait qui est en contradiction avec les valeurs de paix du travail que nous défendons.

Cela étant, reprenons quelques faits. Chaque employé reçoit un salaire pour couvrir ses charges, y compris ses repas. Nos entreprises ont cependant consenti à participer aux frais de repas quand les ouvriers travaillent loin de leurs entreprises pour une période supérieure à une demi-journée. Rappelons, par ailleurs, que les ouvriers bénéficient de véhicules d'entreprise pour se déplacer. Finalement, comparons ce qui est comparable, la CCT des maçons est nationale, la nôtre est cantonale. Dans des cantons comme celui de Berne, les distances sont importantes, les chantiers sont parfois loin des villes, retourner à son entreprise ou à son domicile peut donc être inenvisageable. Dans un canton-ville, comme le nôtre, les enjeux sont totalement différents.

Concernant les vacances, alors que le peuple s'est prononcé sur 20 jours de vacances, nos ouvriers bénéficient de 22 jours et même de 27 jours après 50 ans.

Quant à la reconnaissance des diplômes, c'est du domaine de la Confédération (le SEFRI), pas de notre CCT.

Pour conclure, notre convention actuelle est équilibrée. Nous devons certes clarifier certains points qui peuvent être interprétables, mais dans son ensemble elle fonctionne à la satisfaction de tous, ouvriers comme entrepreneurs. Le syndicat UNIA devrait plutôt être à l'écoute de ses membres qui réclament, par exemple, de pouvoir commencer leur journée de travail ordinaire dès 6h, ce que le syndicat s'obstine à refuser.

Le 1<sup>er</sup> round de négociations commence dans quelques jours, les associations patronales sont prêtes et sereines.



Cédric VINCENT  
Le Secrétaire général